



LA MAJORITÉ SOCIALO-COMMUNISTE SAIGNE LES NÉO-AQUITAINS

COMMUNIQUÉ D'ANNICK COUSIN
CONSEILLÈRE RÉGIONALE DE NOUVELLE-AQUITAINE

&

JACQUES COLOMBIER
CONSEILLER RÉGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE

Alors que **les tarifs des TER ont déjà augmenté de 12 % entre 2020 et 2024**, la majorité socialo-communiste a une nouvelle fois fait le choix d'alourdir la facture des usagers en proposant lors de la Commission Permanente du 20 avril une nouvelle augmentation de 2%. Celle-ci s'ajoute aux augmentations de 2025, 2 % sur les abonnements et jusqu'à 4 % sur les titres occasionnels, **portant à plus de 18 % la hausse globale supportée par les Néo-Aquitains.**

Pour les usagers du quotidien, qu'il s'agisse de travailleurs, d'étudiants ou d'habitants des zones rurales, **cette accumulation de hausses pose un problème inacceptable** : elle pèse directement sur des budgets déjà contraints.

Cette décision intervient dans un contexte particulièrement difficile. Le prix du gazole reste durablement élevé sous l'effet des tensions et des conflits internationaux, rendant les déplacements en voiture toujours plus coûteux. Dans une région vaste comme la nôtre, où l'usage du véhicule individuel est souvent indispensable, cette situation fragilise encore davantage le pouvoir d'achat des Néo-Aquitains.

À cela s'ajoute une nouvelle hausse de la fiscalité régionale. Depuis le 1er mars 2026, **le prix du cheval fiscal est passé de 53 à 56 €**, renchérissant le coût des cartes grises. Cette décision confirme une tendance inacceptable : celle d'une accumulation de hausses qui touche tous les modes de transport liés à la Région, sans offrir d'alternative réellement accessible.

Ainsi, les Néo-Aquitains se retrouvent aujourd'hui face à **une véritable double peine : payer plus cher pour se déplacer en train comme en voiture.** Cette réalité s'inscrit dans un contexte plus large de hausse continue des prix à la pompe, largement alimentée par une fiscalité nationale toujours plus lourde.

Le service public des transports, et en particulier le train, ne peut devenir un luxe. Il doit rester accessible à tous, sans quoi ce sont les plus modestes et les territoires les plus éloignés qui en paient le prix. Inacceptable.

Le Rassemblement National exige l'arrêt immédiat de toute nouvelle hausse des tarifs des transports régionaux et appelle à une réorientation des priorités en faveur du pouvoir d'achat des Néo-Aquitains.